

Points de vente hors taxes dans l'U.E.

Prise de position

adoptée par le Conseil Central (Bruxelles - décembre 1998)

Préoccupée par la pression actuelle des lobbies sur les gouvernements pour en repousser le délai d'application, la Ligue réaffirme son soutien et son attachement à la décision prise en son temps à l'unanimité par le Conseil concernant la suppression le 1er juin 1999 des points de vente de produits hors taxe dans les pays de l'U.E.

Elle estime que les arguments logiques et déterminants avancés à l'époque de la décision: cohérence fiscale - distorsion entre les moyens de transport - avantages discutables en matière de prix pour de nombreux produits - protection de la santé publique vis-à-vis du tabac et de l'alcool demeurent entièrement valables.

Face aux nouveaux chiffres avancés concernant l'effet sur l'emploi (de 20.000 à 120.000 suppressions d'emplois), la Ligue procédera à un examen en profondeur de cette question et en informera la Commission et les responsables gouvernementaux.
